

26 ième assemblée annuelle
Jonquière 21, 22 et 23 novembre 1990

2.

**Un Québec cassé
en deux.**





ette année, l'hiver s'annonce très dur et très rude pour les pauvres du Québec qui deviennent dangereusement de plus en plus nombreux. Des milliers de Québécois et Québécoises en sont rendus à être confinés dans des taudis, à de maigres repas et à des conditions de vie de plus en plus inhumaines. La classe moyenne diminue dramatiquement en nombre, les pauvres sont de plus en plus pauvres, les secours d'aide sont de moins en moins généreux et les possibilités de s'en sortir sont très problématiques. Entre-temps, les riches s'arrangent de mieux en mieux; ils payent de moins en moins d'impôts, ils pourront refiler les coûts de la TPS au consommateur, et le libre-échange leur ouvre des possibilités intéressantes ailleurs. Les bouffonneries des sénateurs à Ottawa auront permis de passer ces lois sans y apporter des amendements qui auraient pu au moins en minimiser les effets les plus désastreux. A nos frais, ils se sont moqués de nous et ils ont ridiculisé les procédures démocratiques et parlementaires. Les consommateurs ont de plus en plus de difficultés à trouver le revenu nécessaire pour acheter l'indispensable, la misère est dangereusement répandue au pays. Pendant ce temps, les sénateurs frappent sur leur bureau comme un groupe d'enfants s'amusant dans une cour d'école sans aucune surveillance.

Je ne sais pas combien de temps comme société, on pourra vivre la frustration de mendier, de faire rire de nous, de se faire serrer dangereusement la ceinture, de nous demander de remettre continuellement en question nos avantages sociaux, de laisser combattre la scyndicalisation et de ne pas se donner la possibilité de gagner honorablement sa vie pour vivre en toute dignité. Assez, c'est assez il me semble!

Les pauvres se butent de plus en plus à une dure réalité, soit celle de constater qu'ils ne peuvent plus s'en sortir: ce qui doit nous préoccuper au plus haut niveau.

Les coupures dans l'assurance-chômage, le Bien-être social et l'augmentation des coûts pour les jeunes qui font des études, sont dans la même foulée.

Notre système économique fait certainement défaut ou est très mal géré. Le taux de change trop élevé ferme des usines et les taux d'intérêt égorgent les gens. Il me semble qu'il y a là un urgent besoin de modifier brutalement les choses. Le grand obstacle: la vision économique de nos dirigeants politiques et l'indifférence des riches. Je ne crois pas être alarmiste si je lance un SOS à ce moment-ci. Pour un, je suis persuadé que tout est enclenché de façon à convaincre les Québécois et Québécoises qu'il est impossibilité de ne pas remettre en question nos lois pour modifier nos régimes sociaux. C'est dévastateur et complètement irresponsable envers les plus mal nantis.

Récemment, six évêques ont signé la lettre suivante et l'ont adressée au Premier ministre du Québec. Je veux ici la reproduire. Elle décrit très bien la situation et l'urgence d'intervenir. La situation dans les régions est d'autant plus dramatique qu'elle reçoit peu d'attention de la part des grands centres déjà pris, eux aussi, avec des problèmes graves.



André Marcotte, agent de sécurité à l'Hôpital de Longueuil, membre du local 8922 des Métallos.

Photo: Serge Jongué



Jean-Marie Trottier du local 6586, retraité de Sidbec Contrecoeur et sa conjointe Flore.

Un Québec « cassé en deux »

Six évêques ont signé la lettre suivante, adressée au premier ministre Robert Bourassa. Ce sont: NN. SS. Jean Gratton, de Mont-Laurier, Gérard Drainville, d'Amos, Roger Ebacher, de Gatineau-Hull, Jules LeGuerrier, de Moosonee, Joseph R. Windle, de Pembroke et Jean-Guy Hamelin, de Rouyn-Noranda.

Monsieur le Premier ministre,

A qui veut décrire la situation économique-sociale de la majeure partie des régions où nous sommes évêques, deux points se présentent: appauvrissement et dépérissement. La présente lettre veut attirer votre attention sur ce que nous pourrions encore appeler désintégration sociale.

Des études sérieuses furent faites concernant les disparités régionales et les moyens d'y remédier. Qu'il nous suffise de mentionner « Deux Québec dans un » — rapport sur le développement social et démographique — Conseil des Affaires sociales, 1989. Respectueusement, nous vous invitons à vous y référer. Nous ne voulons pas croire que de telles études, de même que les solutions envisagées pour parer à de semblables disparités, soient simplement oubliées ou mises en veilleuse.

Cette désintégration du territoire qui nous préoccupe est déjà commencée depuis longtemps. Elle n'a fait que s'accroître au cours des dernières années, et cela au point que nos régions sont en passe de devenir des territoires sans avenir. En plus des villages où les écoles se ferment ou sont en voie de le faire, les quelques centres plus considérables voient les emplois majoritairement concentrés dans le secteur des services. Notre population est plus âgée proportionnellement à celle des régions périphériques de villes comme celle de Montréal. Les jeunes quittent simplement, même si c'est à regret qu'ils le font. Vous comprenez comme nous ce que cet exode signifie pour l'avenir chez nous, tant au point de vue économique que social. Nous perdons définitivement la portion dynamique de notre monde.

On est venu ici jadis parce que les divers paliers de gouvernement invitaient à le faire. Le gonflement des populations dans les centres situés à proximité du fleuve et de l'Outaouais demandait une telle migration.

C'est maintenant un mouvement inverse qui s'effectue.

Il a fallu courage et dynamisme chez les gens qui vinrent s'établir ici pour développer ces régions du Québec. Nous reconnaissons chez eux des qualités personnelles et communautaires avantageusement comparables à ce qu'elles seraient suite à la migration forcée vers les larges agglomérations. Sans minimiser certains avantages de demeurer dans de grandes villes ou à proximité de celles-ci, la qualité de vie dans nos régions est un acquis dont, selon nous, le Québec dans son ensemble ne saurait se priver sans grave préjudice. Or, c'est ce qui est en train de se produire, suite à une désertion regrettable et forcée de la population

De graves et sérieuses questions se posent. A-t-on le droit de demeurer inactifs face à la désintégration économique et sociale d'une partie de la population québécoise, et partant de régions en passe de devenir un tiers monde? S'agit-il d'une loi sociologique intouchable que celle de la migration d'une population d'une part, et d'autre part de se voir simplement dépérir? Le sort d'une population doit-il être laissé seulement à des lois d'un libéralisme économique de soi aveugle qui ignorent le développement requis en justice pour qu'une région éloignée des grands centres urbains puisse continuer d'y faire vivre son monde? Veut-on un Québec « cassé en deux » selon l'expression, c'est-à-dire concentration des ressources et des gens dans une partie du territoire et dépérissement de l'autre, c'est-à-dire chez nous?

On fait erreur, si les seules statistiques qui intéressent les fonctionnaires et qui commandent des décisions d'ordre économique, sont celles de l'ensemble du Québec seulement, sans qu'on tienne compte de la façon dont le vieillissement de la population, le chômage ou l'emploi affectent de façon toute particulière des régions comme les nôtres. Le taux de chômage, par exemple, régulièrement plus élevé chez nous que dans l'ensemble du Québec, signifie le départ de notre population jeune, l'accentuation du vieillissement et du nombre de ceux qui devront recourir à l'assistance sociale.

Même si notre population est généralement consciente de la situation et des perspectives

sombres de l'avenir chez nous, elle ne manque pas de courage. Si son dynamisme connaît des ressacs, nous croyons vous avoir souligné quelques-unes des causes. Même si elle se dit prête à jouer le rôle qui lui revient, elle entretient des doutes sur le projet de société qui se formule en hauts-lieux et qui semble ignorer le sort des régions éloignées. Les préposés aux différentes MRC, aux municipalités et aux chambres de commerce, conjuguent leurs efforts pour améliorer la situation économique et sociale. Nous nous disons solidaires de leurs préoccupations et nous connaissons suffisamment certaines de leurs démarches, pour réaliser avec eux qu'ils n'ont pas en mains les leviers qu'il faut pour assurer un avenir valable à la population qu'ils desservent.

Comme évêques, nous tâchons d'annoncer des valeurs d'Évangile qui éclairent et soutiennent le vécu de nos gens. Parmi ces valeurs, celles d'un meilleur partage des biens entre citoyens et citoyennes, indépendamment des lieux où ils-elles vivent, commandent notre ministère.

Ces questions sur la situation et l'avenir de nos régions, nous les faisons nôtres. Sont-elles partagées en hauts-lieux? — La teneur de cette lettre est simultanément constat, inquiétude et interrogation.

Veillez croire à nos sentiments respectueux et dévoués.

† Jean GRATTON
Évêque de Mont-Laurier
Président de l'Inter-Ouest
† Gérard DRAINVILLE
Évêque d'Amos
† Roger EBACHER
Évêque de Gatineau-Hull
† Jules LeGUERRIER
Évêque de Moosonee
† Joseph R. WINDLE
Évêque de Pembroke
† Jean-Guy HAMELIN
Évêque de Rouyn-Noranda

Vous savez on pense souvent que Montréal par exemple est une ville des plus prospères où on ne retrouve pas de pauvres, ni de misère et que tout roule sur l'or. Cela est peut-être vrai pour certains, mais pas pour tous. En fait, vivent à Montréal plus de 200,000 personnes qui ont beaucoup de misère s'arracher la vie. Plus de 140,000 se cherchent un emploi et plus de 40,000 enfants se rendent à l'école le matin le ventre vide. Le pire c'est que la misère gagne du terrain à chaque jour. Comme on peut le constater, la prospérité dont on nous parle n'a pas profité à tous. Les statistiques nous indiquent que la pauvreté se concentre gravement à Montréal. Plus de 130,000 sur le bien-être social, le chômage frise les 15%, les soupes populaires presque inexistantes en 1980 comptent maintenant plus de 374 centres de distribution et elles sont incapables de répondre à la demande.

Bien sûr que face à la pauvreté et la misère le mouvement syndical possède des ressources bien limitées pour intervenir d'une façon significative. Mais je sais que vous faites tout ce que vous pouvez pour aider. Je veux vous féliciter vous tous qui avez mis sur pied le réseau de délégués sociaux. Il s'agit là d'une responsabilité importante du mouvement syndical. Les délégués sociaux ont fait beaucoup pour soutenir ceux et celles qui ne pouvaient voir la lumière au bout du tunnel. Leurs interventions ont apporté espoir et courage dans des moments les plus déchirants. Il nous faut continuer ce travail d'aide et d'appui à tous ceux et celles qui sont dans la misère ou aux prises avec des problèmes graves. Nous devons aussi dans l'ensemble du mouvement syndical au Québec inventorier de nouvelles formes d'action pour combattre avec efficacité la pauvreté.

Ca n'a aucun sens que dans un pays riche comme le nôtre nous devrions accepter comme société que des hommes ou des femmes crèvent de faim. Nous devons aussi forcer nos gouvernements à intervenir avec force et courage. Dans cette société qu'est la nôtre il faut que tous les morceaux tombent à la bonne place, que la richesse puisse être distribuée équitablement et que les plus mal pris soient soutenus. En temps de crise ce n'est pas le temps de couper les ressources des miséreux c'est le temps de les aider. Ce n'est pas le temps de blâmer ceux qui en arrachent. C'est le contraire: ils ont surtout besoin de compréhension et de compassion. Le mouvement syndical est bien placé pour dénoncer cette situation grave et pointer du doigt les coupables. Nous devons intervenir sur le plan public. Nous allons continuer avec des délégués sociaux bien formés de soulager la misère. Nous devons aussi s'assurer que les pouvoirs économiques et politiques du Québec prennent le boeuf par les cornes afin que tout notre monde puisse gagner honorablement leur vie en ayant un véritable accès au marché du travail. Et pour ce faire, on a un besoin urgent de se donner des politiques qui soutiennent et créent de bons emplois. La promotion des hommes et des femmes du Québec passe nécessairement par cette route.



André Therrien, président du local 8664 représentant les Métallos de l'usine de bouletage QCM Port Cartier.

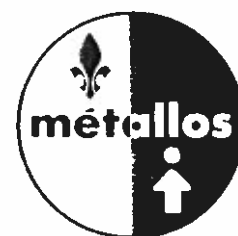
Photo: Paul Litherland

26 ième assemblée annuelle
Jonquière 21, 22 et 23 novembre 1990

3.

Le Québec de demain

**«Un Québec souverain et
social-démocrate»**





Le mouvement syndical ne peut demeurer insensible face à cette désintégration économique et sociale d'une partie de la population. Il se doit de trouver la façon la plus efficace et la plus pratique d'intervention. Dans ce nouveau contexte, tel que je vous le décris, le choix qui se présente au mouvement syndical est d'intervenir, d'être présent et de faire connaître ses revendications. Notre responsabilité est aussi de nous préoccuper ensemble et de façon déterminée de la qualité de vie dans notre société. Le Québec de demain en est un qui doit être humain, généreux et socialement responsable.

Le mouvement syndical québécois, et c'est aussi vrai pour nous les Métallos, n'est pas assuré de ce que sera le Québec souverain et francophone de l'an 2000. Il faut bien voir que rien là dedans n'est pour le mouvement syndical.

Je dirai tout de go que, «oui», tout comme pour le mouvement syndical, il est possible que le Québec ne puisse réussir à s'imposer, fort de seulement 8 millions d'habitants sur ce continent de presque 300 millions d'anglophones, alors que tout outillage protectionniste semble être mis définitivement de côté. Comme Québécois, nous sommes appelés à vendre en anglais sur tout le continent. Personne ne vivra en vase clos. Au contraire, il nous faudra faire face plus que jamais à une économie ouverte et exigeante.

Malgré tous ces inconvénients, je suis convaincu qu'un Québec souverain et francophone possède un avenir prometteur et dynamique. Il s'agit de s'arrêter quelques moments pour se rappeler tout ce qui a changé ici au cours des années.

Nous sommes habitués à la compétition dans le secteur privé de notre économie et cela bien avant l'arrivée du libre échange. Nous avons été capables depuis un certain temps de nous donner des gagnants et des emplois et il est remarquable de noter qu'aux endroits où nous avons réussi, l'entreprise est généralement syndiquée et par la F.T.Q. Il est aussi bien connu que la libéralisation des échanges accentuera la concurrence dans la course aux marchés. Les coûts de production seront donc de plus en plus pesants pour l'avenir de l'entreprise qui poussera fort pour s'adapter rapidement aux changements. Comme syndicat, nous devons être encore plus vigilants si nous ne voulons pas être complètement ignorés dans ce processus. Il faudra donc s'impliquer et s'assurer d'être écoutés lorsque viendra le temps d'adopter des méthodes de gestion destinées à abaisser les coûts et à suivre les fluctuations du marché.

Vous avez souvent entendu parler de l'objectif zéro inventaire, zéro délai et zéro défaut. Pour en arriver à cela, les conseillers en relations humaines préconisent partout de faire descendre les pouvoirs de décision au plus bas niveau possible dans l'entreprise. Cela exige donc la décentralisation de plusieurs décisions traditionnellement gardées comme des sacro-saints droits de la gérance. Il faudra être prêts pour cette nouvelle gestion, déjà en place dans certaines usines où oeuvrent des Métallos qui est loin d'être répandue.

A ce jour, nos expériences en ce domaine sont jugées généralement favorables par les membres. N'oublions pas que 70% des membres de notre syndicat souhaitent que nous soyons impliqués dans la gestion de l'organisation du travail, que 86% souhaitent que nous nous préoccupions de la



Rencontre des Métallos de la Gaspésie et des îles de la Madeleine, 26 octobre 1990 à Ste-Anne des Monts.



Des travailleurs Métallos du local 6486 de la compagnie CEZinc à Valleyfield.

Photo: André Laplante



Patrice Roy, président du local 5569 représentant les Métallos de la compagnie minière IOC.

Photo: André Laplante

qualité des produits et services qu'offre leur employeur, que 95% souhaitent que l'on revendique avec plus de force la sécurité d'emploi et que 75% veulent que le syndicat s'intéresse à la productivité dans l'entreprise.

L'avenir du Québec et de son monde au sein du marché nord-américain n'est pas désavantagé par le rôle accru de la PME, par la rapidité des changements qu'elle nous fait vivre et par la créativité qui lui est propre. Pour que la PME continue à être florissante, elle doit être dynamique et fonctionnelle.

Dans ce contexte, notre avenir dans le secteur privé sera donc périlleux, mais aussi prometteur. Après tout le sort du mouvement syndical est relié nécessairement à l'évolution de l'économie. Nous savons trop bien que la disparition de l'entreprise veut dire aussi notre disparition. Pour sauver des entreprises, il faudra susciter et imposer des investissements qui serviront l'efficacité, la compétitivité et aussi le respect des normes environnementales. Nous avons commencé à comprendre que les usines polluantes sont aussi appelées à disparaître. Il faut donc intervenir à temps et sans hésiter.

L'engagement social des entreprises

Le monde des affaires commence à se rendre compte aussi que le climat social exige de découvrir une voie entre la poursuite du gain et de l'engagement social. A ce sujet le vice-président du Royal Lepage Ltée disait récemment «Si la libre entreprise veut survivre à longue échéance il va falloir dompter et modérer les lamentables excès de la cupidité et la surconsommation scandaleuse engendrée par cette cupidité».

Laissez-moi vous dire qu'en matière de protection de notre environnement, les entreprises peuvent nous **sembler** plus douce et plus aimable mais nous avons tout un défi à relever en ce domaine. Je ne sens pas tellement de signes de redressement moral. Je pense qu'on en est encore au temps du bla bla bla...

Notre souci pour l'environnement comme Métallos il faut continuer de le maintenir. Le mépris croissant du public pour les grand pollueurs on doit l'endosser. Ensemble on peut faire beaucoup pour forcer les entreprises à s'amender. Il est d'ailleurs crucial qu'elles le fassent sans quoi elles devront s'en aller et avec nos jobs en plus.

Parmi les interventions que nous aurons à mettre de l'avant dans ce que sera nos conditions de vie de demain je veux vous répéter encore une fois que celle de la protection de notre patrimoine est fondamentale si on veut s'assurer un standard de vie correct. Les Métallos devront partout prendre leur responsabilité et nous devons nous donner des moyens efficaces au niveau de chacune de nos usines avec des comités qui auront la mission et le mandat d'y apporter les correctifs qui s'imposent.

Or, ce sont là des démarches difficiles auxquelles nous ne sommes pas tellement habitués et qui se heurtent aux hésitations des travailleurs eux-mêmes. Ce que disait le confrère Louis Laberge en décembre 1988 résume bien la situation:

«Avec l'avènement du libre échange, la compétition accrue, il n'y a aucun doute qu'il faudra discuter afin de patiner plus vite, assurer la survie des entreprises et le maintien des emplois».

Le sondage que nous avons effectué, il y a quelques mois, nous dit aussi que l'attitude des Métallos en général va de plus en plus dans cette direction

de la participation. Les Métallos accueillent bien aussi les attitudes patronales ouvertes et changées qui sont basées sur la communication. Ils veulent être écoutés et veulent pouvoir s'exprimer. Il y a aussi le fait que ces nouvelles méthodes sont de plus en plus présentes et gèrent les conditions de vie des Métallos au travail. Pas surprenant que le Fonds de Solidarité (F.T.Q.) soit un succès exemplaire de solidarité, de participation et d'intervention responsable qui ne peut que renforcer le mouvement syndical et bâtir notre syndicat.

Tout compte fait, je suis optimiste quant à notre avenir, mais le succès ne viendra pas spontanément et sans effort. Ce qu'il y a de certain, c'est que si l'on veut continuer d'avancer, le Québec devra prospérer en conservant son identité culturelle et linguistique. Il devra nous assurer à tous du travail en créant des emplois, il devra être capable d'être réceptif aux influences des autres et garder une performance véritable et une gestion compétente de ses dirigeants.

Je suis certain que les Métallos veulent s'embarquer d'emblée dans une aventure aussi revalorisante et motivante face à notre devenir. Je pense que les autres syndicats embarqueront aussi pour nous aider à tenir la barre du navire québécois dans la bonne direction et j'espère que les autres centrales syndicales n'hésiteront pas. L'avenir du Québec et de son mouvement syndical... notre avenir, c'est à nous d'y voir!

Le cadre politique du Québec de demain

Quand on parle de partenariat et de projets communs, il faut aussi se poser la question du contexte de travail, c'est-à-dire la définition politique du Québec. Certains diront que récemment le gouvernement libéral du Québec a échoué dans une tentative d'intégration complète du Québec au reste du Canada, mais je serais plutôt tenté d'applaudir à l'échec de Meech. Un succès n'aurait fait que prolonger un statu quo que l'on peut considérer comme une maladie chronique alors qu'en crevant un abcès, on crée une situation d'urgence qui va forcer la recherche et l'adoption de solutions. Si l'on ne peut que saluer l'avènement d'un gouvernement social démocrate en Ontario et souhaiter qu'il respecte ses promesses au niveau des lois sociales afin qu'il y ait un meilleur équilibre entre les législations de cette province et celles du Québec, il ne faut pas pour autant oublier que rien n'est réglé entre le Québec et le Canada. Le monde syndical en général, a traditionnellement exprimé le vœu de voir le Québec politiquement souverain dans un avenir rapproché. Nous espérons tous que notre voix sera entendue à la Commission Bélanger-Campeau, mais nous devons voir plus loin et déterminer maintenant l'orientation politique d'un Québec souverain. Comme vous, j'ai pris connaissance de tout ce qui s'est dit dans les journaux concernant l'étude faite par André Raynault pour le compte du Conseil du Patronat du Québec sur l'avenir d'un Québec souverain.

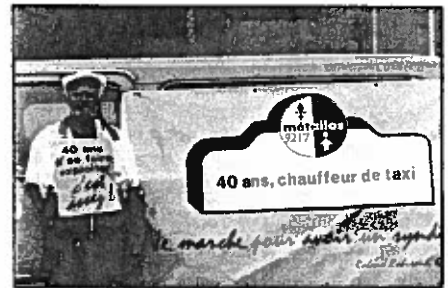
J'ai constaté que les réactions à ce mémoire très fédéraliste des journalistes et des politiciens nous ont lancé une avalanche de chiffres et de données souvent contradictoires et fort controversés. Il est évident qu'avec des tonnes de chiffres on peut enterrer et mêler le monde ordinaire, voire même faire peur malgré que ce temps-là soit révolu.

De toute façon, le Québec de demain doit en être un d'idées et non pas seulement de chiffres ou de rapports comptables. Nous avons les idées, des hommes et des femmes décidés à faire le bout de chemin qui doit être



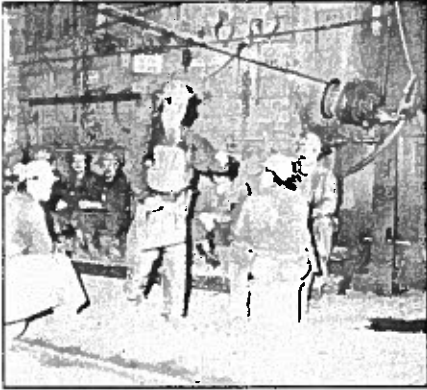
René Cummings, président du local 8399 représentant les Métallos de QNS&L.

Photo: André Laplante



Roland Robidoux, chauffeur de taxi de 63 ans, lors de son marchetion de Montréal à Québec en mai 1990.

Photo: André Laplante



Travailleurs miniers de la compagnie Westminer à Chibougamau, Métallos du local 5914.

Photo: Denis Labelle



Jean-Claude Gagnon, agent de sécurité à la tour de Radio-Canada sur le Mont-Royal, membre du local 8922 des Métallos.

Photo: Serge Jongué

franchi, des entreprises capables de compétitionner efficacement et une main d'oeuvre fort compétente. Les chiffres ne disent pas cela, mais nous avons ces ressources et elles seront passablement plus efficaces que toute étude économique pour faire avancer les affaires du Québec.

La conclusion de l'étude du CPQ nous invite à retourner à Ottawa pour la nième fois. Le Canada anglais a dit non au strict minimum exigé par le Québec. Je pose la question... aller à Ottawa pour faire quoi exactement?

Suite aux péripéties du Lac Meech et après moultes hésitations et, il m'a semblé, avec beaucoup d'inquiétude et de nervosité, le premier ministre du Québec a finalement mis sur pied une commission parlementaire élargie qui doit se pencher sur l'avenir du Québec. Nous devons suivre de près son déroulement et surveiller ses orientations. Il s'agit pour nous tous de définir l'avenir du Québec et on n'a pas le droit d'occulter notre vision des choses. Un Québec souverain d'extrême droite qui mettrait de côté des droits fondamentaux de liberté ne m'intéresse surtout pas et n'intéresse pas beaucoup de Métallos non plus, j'en suis persuadé.

Un Québec souverain social-démocrate

Il est toutefois évident que la FTQ ne pouvait arriver avec un mémoire détaillé de toutes nos revendications syndicales dans son mémoire présenté à la Commission sur l'avenir du Québec. La FTQ de façon habile a bien assis notre position sur les raisons qui nous motivent pour que le Québec soit souverain. Il est bien évident cependant que la FTQ se battra pour qu'un Québec souverain soit social démocrate et respectueux des hommes et des femmes qui le composent. Il est certain que la souveraineté constitue le moyen d'accéder à l'ensemble des leviers qui peuvent nous permettre de se donner notre société. Il faudra persévérer et aller de l'avant avec nos revendications le temps venu. Mais chaque chose en son temps. Il faut d'abord se donner un véritable accès aux leviers économiques et politiques essentiels à notre progression collective, ensuite nous aurons à discuter, à pousser de l'avant et à promouvoir les actions à prendre pour se proposer la société que nous souhaitons.

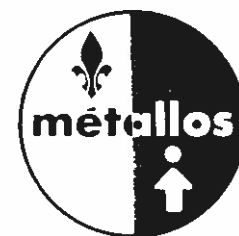
Nous devons tout faire encore une fois pour nous entendre sur un minimum de choses si on veut que le syndicalisme québécois soit influent et écouté dans l'important débat sur notre avenir.

Je suis persuadé que nous payons chèrement aujourd'hui parce que nous n'avons pas été capables de nous entendre sur le plan syndical. Ce manque d'engagement a souvent permis l'éclosion de législations qui ont été nuisibles au mouvement syndical comme l'adoption d'accords commerciaux défavorables aux travailleurs québécois, le feu vert au rachat de nos entreprises par des intérêts étrangers. Si nous favorisons l'accession au pouvoir d'un régime de type social-démocrate, nous avons aussi la responsabilité d'y ajouter un rôle actif et créateur qui nous permettra d'être partie prenante aux décisions qui présideront à l'avenir du pays plutôt que de nous cantonner à notre approche traditionnelle de réaction et de revendication. Notre avenir en dépend.

26 ième assemblée annuelle

Jonquière 21, 22 et 23 novembre 1990

En Terminant





n terminant, je voudrais vous remercier vous tous et toutes, ici présents, pour le travail formidable que vous avez accompli au cours de votre mandat qui s'achève. Il faudrait des heures et des heures pour être capable de décrire tout ce qui s'est fait au sein de notre syndicat au cours des trois dernières années. Je suis bien placé pour savoir que vous n'avez pas été de ceux et de celles qui ont compté les heures pour l'avancement et la défense des métallos de votre syndicat local. Votre détermination, votre générosité et vos convictions font que vos confrères et compagnes de travail ont eu bien raison de vous accorder leur appui. Pour ceux et celles qui ne se porteront pas candidats aux élections d'avril prochain, au nom du Syndicat des Métallos, merci pour tout ce que vous avez accompli. Pour ceux et celles qui demanderont un renouvellement de mandat, je veux vous souhaiter bonne chance. Vous méritez l'appui des membres de votre syndicat local car vous l'avez plus que mérité. Les membres des Métallos que vous représentez avec tant de fierté peuvent se compter chanceux de pouvoir compter sur des leaders syndicaux de votre compétence.

Durant cette assemblée annuelle vous serez appelés à travailler en atelier sur des sujets des plus importants de façon à se donner des outils syndicaux encore plus efficaces au sein du Syndicat des Métallos. Les années à venir nous apporteront beaucoup de défis à relever. Elles nous imposeront aussi beaucoup d'obstacles à franchir. Nous devons toujours être bien équipés et prêts à surmonter toutes les embûches rencontrées sur notre route. Les heures que vous passerez ensemble à discuter sur les meilleurs outils à se donner permettront aussi de réfléchir sur nos stratégies et nos orientations comme seuls les Métallos savent le faire. Vous avez tous et toutes un bagage impressionnant de connaissance et d'expériences de l'action syndicale. Le Syndicat des Métallos c'est votre syndicat... c'est vous, c'est nous tous... En mettant ensemble toute notre expérience nous pourrons ainsi donner pour les années futures comme nous avons pu le faire dans le passé, un outil collectif de promotion qui n'en finit plus de grandir et de progresser de façon exemplaire au Québec. Tout cela grâce à notre travail qui est fort exigeant bien sûr, mais combien revalorisant. A tous et toutes bravo! Je nous souhaite des délibérations et des prises de décisions des plus fructueuses.



Gaston Lirette, agent de sécurité dans une guérite à Radio-Canada, membre du local 8922 des Métallos.



Une partie de l'équipe des permanent-e-s et du personnel de soutien lors de la dernière assemblée annuelle.

Photo: Serge Jongué

Photo: Serge Jongué

Les centrales syndicales doivent élargir leur champ d'intervention

Pour **Gérald Larose**, il faut tisser des liens avec les États-Unis et le reste du Canada

Presses Canadienne QUÉBEC

Le président de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), M. Gérald Larose, croit que le Québec devra tisser des liens avec les organisations syndicales et populaires du Canada et des États-Unis au cours de la prochaine décennie.

Le libre-échange, la réforme de la fiscalité et la déréglementation entraînent de nombreux changements. Pour s'ajuster, les centrales syndicales devront élargir leur champ d'intervention, adopter une approche plus globale et pour ce faire, tisser des liens avec leurs homologues du reste du Canada et des États-Unis, a indiqué hier M. Larose lors d'une entrevue accordée à un quotidien de la Vieille Capitale.

Selon le dirigeant syndical, le mouvement syndical québécois ne connaîtra pas de déclin comme celui des États-Unis. Il devra toutefois modifier ses formes d'intervention pour avoir plus de poids et de crédibilité.

« Les organisations syndicales devront mettre plus d'énergie sur le développement économique, la recherche et le développement, le recyclage et l'adaptation de la main-d'œuvre », dit-il. M. Larose estime que les centrales syndicales ont déjà ces mandats. Elles l'ont prouvé en participant au récent forum pour l'emploi, mais n'ont pas encore eu la volonté politique de le faire.

Syndicat actif et stimulant

Le président de la CSN croit que les syndicats doivent être actifs et stimulants au sein de l'entreprise afin de devenir un aiguillon pour les employeurs pour qu'ils prennent les « bonnes » décisions. M. Larose refuse de parler de « partenariat ».

« Nous pouvons avoir des objectifs communs, mais des intérêts différents », précise-t-il. Le nouveau cadre économique inquiète le dirigeant syndical qui voit poindre de plus en plus de disparités régionales.

« Les entreprises se concentreront de plus en plus dans les grands centres et les autres périliteront pour devenir des régions de chômage, avec tous les problèmes qui s'en suivent ».

Comme l'État se désengage de plus en plus en matière de santé et de services sociaux, M. Larose prévoit donc une détérioration du tissu social. « La fin de la décennie indique pour la prochaine plus de marginalité, plus de morbidité et plus de problèmes ».

Il s'accroche néanmoins à un espoir: que les gouvernements utilisent les budgets consacrés à la défense à d'autres fins. Selon M. Larose, les organisations syndicales et les groupes populaires du Canada et des États-Unis devraient s'unir pour réclamer un tel geste de

la part de leurs dirigeants.

Relations syndicales-patronales corsees

Par ailleurs, le dirigeant de la CSN croit que les relations patronales-syndicales se corseront au Québec en 1990, comparativement à 1988 et 1989 qui furent des années moins houleuses dans le secteur privé.

« La conjoncture économique se resserme. Les travailleurs voudront se protéger particulièrement de la taxe sur les produits et les services », explique-t-il.

À la CSN, les salariés de l'industrie du papier, de l'hôtellerie, des caisses populaires et de la construction négocieront de nouvelles conventions collectives en 1990. À ceux-ci, s'ajoutent les 120 000 travailleurs du secteur public qui n'ont toujours pas conclu d'entente avec le gouvernement.

S'il prévoit que les rapports entre syndicats et patrons seront plus tendus en 1990, M. Larose ne s'attend pas pour autant à une augmentation du nombre de grève. « Les négociations seront plus serrées mais les syndiqués peuvent recourir à d'autres moyens de pression qu'un débrayage ».

Gérald Larose

La Presse 28 décembre 1989

Selon le président de la CSN

Les syndicats nord-américains devront faire front commun

Le président de la CSN, M. Gérald Larose, croit que le Québec devra tisser des liens avec les organisations syndicales et populaires du Canada et des États-Unis, au cours de la prochaine décennie.

par BRIGITTE BRETON

Le libre-échange, la réforme de la fiscalité et la déréglementation entraînent de nombreux changements. Pour s'ajuster, les centrales syndicales devront élargir leur champ d'intervention, adopter une approche plus globale et pour ce faire, tisser des liens avec leurs homologues du reste du Canada et des États-Unis, a indiqué hier M. Gérald Larose, lors d'une entrevue au SOLEIL.

Selon le dirigeant syndical, le mouvement syndical québécois ne connaîtra pas de déclin comme celui des États-Unis. Il devra toutefois modifier ses formes d'intervention pour avoir plus de poids et de crédibilité. « Les organisations syndicales devront mettre plus d'énergie sur le développement économique, la recherche et le développement, le recyclage et l'adaptation de la main-d'œuvre », dit-il. M. Larose estime que les centrales syndicales ont déjà ces mandats, elles l'ont prouvé en participant au récent forum pour l'emploi, mais n'ont pas encore eu la volonté politique de le faire.

Le président de la CSN croit que les syndicats doivent être actifs et stimulants au sein de l'entreprise afin de devenir un aiguillon pour les employeurs pour qu'ils prennent les « bonnes » décisions. M. Larose refuse de parler de « partenariat ». « Nous pouvons avoir des objectifs communs, mais des intérêts différents », précise-t-il.

Le nouveau cadre économique inquiète le dirigeant syndical qui voit poindre de plus en plus de disparités régionales. « Les entreprises se concentreront de plus en plus dans les grands centres et les autres périliteront pour devenir des régions de chômage avec tous les problèmes qui s'en suivent ».

Comme l'État se désengage de plus en plus en matière de santé et de services sociaux, M. Larose prévoit donc une détérioration du tissu social. « La fin de la décennie indique pour la prochaine plus de marginalité, plus de morbidité et plus de problèmes ».

Il s'accroche néanmoins à un espoir: que les gouvernements utilisent les budgets consacrés à la défense à d'autres fins. Selon M. Larose, les organisations syndicales et les groupes populaires du Canada et des États-Unis devraient s'unir pour réclamer un tel geste de la part de leurs dirigeants.

Par ailleurs, le dirigeant de la CSN croit que les relations patronales-syndicales se corseront au Québec en 1990, comparativement à 1988 et 1989 qui furent des années moins houleuses dans le secteur privé. « La conjoncture économique se resserme. Les travailleurs voudront se protéger particulièrement de la taxe sur les produits et les services », explique-t-il.

Le Soleil 28 décembre 1989